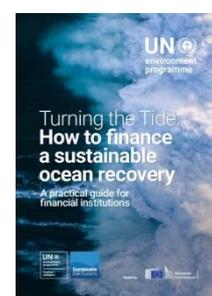


## SOMMAIRE

### 1. FOCUS DU MOIS

Selon ce rapport, publié par le PNUE, l'économie bleue devrait atteindre 3 000 milliards de dollars en 2030 et certaines industries océaniques devraient connaître une croissance plus rapide que l'économie mondiale.



### 2. PUBLICATIONS DU MOIS

#### SOCIETE

► " Jobs Undone: Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa "

#### ECONOMIE

► " Unlocking Sustainable private sector growth in the Middle East and North Africa : Evidence from the entreprise survey "

#### ENVIRONNEMENT

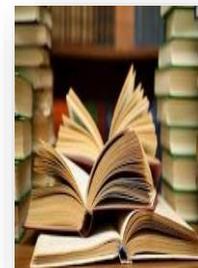
► " Towards carbon neutrality through ambitious transformation of the EU energy system "

#### POLITIQUE

► " Guerre en Ukraine : conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques "

### 4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux questions globales, récemment publiés ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



## ◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► **Turning the tide : how to finance a sustainable ocean recovery / PNUE, 2022**

**Tags : Océan | Aquaculture | Energies marines | Economie bleue | 2030 | Biodiversité |**

L'océan couvre la majorité de la surface de notre planète, contient 97 % de l'eau et 80 % de toutes les formes de vie.

Les principaux secteurs océaniques, tels que le tourisme, la navigation, la pêche, l'aquaculture et les énergies marines renouvelables, contribuent collectivement à l'économie "bleue", dont la valeur ajoutée brute mondiale a été estimée par l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) à 1,5 billion de dollars en 2010.

L'économie bleue devrait atteindre 3 000 milliards de dollars en 2030 et certaines industries océaniques devraient connaître une croissance plus rapide que l'économie mondiale.

Selon ce rapport, la santé des océans est menacée, à cause de la triple crise de la pollution, de la dégradation de la nature et du changement climatique, laissant les industries, les entreprises et les moyens de subsistance exposés à ces risques. Les financements existants étant encore largement orientés vers des secteurs et des activités non durables.

Les banques, les assureurs et les investisseurs ont un rôle majeur à jouer dans le financement de la transition vers une économie bleue durable, en contribuant à rétablir la prospérité des océans et à y restaurer la biodiversité.

Le rapport met en évidence le rôle des activités de prêt, de souscription et d'investissement, ainsi que les relations avec les clients des institutions financières qui ont un impact majeur sur la santé des océans et détiennent le pouvoir d'accélérer et d'intégrer la transformation durable des industries liées aux océans.

Ce rapport fournit aux décideurs financiers des secteurs de la banque, de l'assurance et de l'investissement une boîte à outils scientifique et exploitable, mettant en relief des recommandations à suivre sur la façon d'aborder l'activité financière liée à :

- Les produits de la mer, y compris la pêche et l'aquaculture ainsi que leurs chaînes d'approvisionnement.
- Les ports.
- Le transport maritime.
- Les énergies marines renouvelables, notamment l'éolien offshore.
- Le tourisme côtier et marin, y compris les croisières.

**Source :**

<https://www.unepfi.org/publications/turning-the-tide/>

## ◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

### ◆◆◆ SOCIÉTÉ

#### ► **Jobs undone: reshaping the role of governments toward markets and workers in the Middle East and North Africa / Banque mondiale**

**Tags : MENA | Printemps arabe | marché du travail | Emploi |**

Ce rapport, publié par la Banque mondiale, met en lumière les obstacles auxquels est confronté le secteur privé dans la région MENA et propose des recommandations aux décideurs pour aider les Etats de cette région à surmonter la stagnation continue du marché du travail qui entrave le développement économique et le progrès social et ce, une décennie après le soulèvement du "Printemps arabe".

Selon ce rapport, environ un jeune sur trois de 15 à 24 ans dans la région MENA est classé dans la catégorie de jeunes NEEF<sup>1</sup>. Le taux de chômage de cette catégorie dans cette région est le plus élevé du monde. Les estimations de l'emploi informel sont susceptibles de varier au sein de la région, mais reste particulièrement élevée.

Le rapport souligne que des contraintes subsistent, notamment, sous forme de restrictions imposées sur le travail des femmes. A cet effet, le taux de participation des femmes au marché du travail reste le plus faible au monde (environ 20 % en moyenne).

---

<sup>1</sup> Des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation

En analysant les tâches et la qualification du travail, le rapport conclut que les travailleurs effectuent beaucoup des tâches routinières qui ne nécessitent pas des compétences interpersonnelles et analytiques.

Les répercussions de la pandémie de la Covid-19 a exacerbé tous ces problèmes sus mentionnés en détruisant des entreprises et supprimant des emplois. En effet, cette situation a fait basculer des millions de personnes de la région dans la pauvreté.

Outre cette analyse approfondie de toutes les composantes du marché du travail ainsi que des performances macroéconomiques de la région, le rapport apporte trois contributions clés.

Il propose une approche qui met en évidence l'interaction entre les marchés de produits de la région et le marché du travail. Selon cette approche, les offres d'emplois et leurs qualités dépendent de l'environnement économique dans lequel l'entreprise évolue. Il s'agit de la théorie des « marchés contestables » selon laquelle l'absence de cette contestabilité du marché rend difficile le démarrage et l'expansion de nouvelles entreprises, et crée un décalage entre la création des emplois et l'accroissement de la population en âge de travailler.

Le rapport montre que dans la région MENA le secteur privé souffre du manque de dynamisme du marché et le faible niveau de création d'emplois. Les dépenses de recherche et développement sont également faibles et en baisse. Enfin, le secteur privé de la région MENA continue d'opposer des obstacles aux femmes.

Selon le rapport certaines politiques et règlements peuvent nuire à la contestabilité du marché, notamment, la réglementation des marchés de produits (PMR) qui a une influence directe sur les charges d'accès des entreprises au marché et sur le degré de concurrence entre elles.

La politique de contrôle des prix des produits de base est la règle dans les économies de la région MENA. Cependant, un tel contrôle a un impact négatif sur la productivité et l'efficacité et les mécanismes qui permettent d'évaluer cet impact de la réglementation restent limités.

Enfin le rapport propose quelques recommandations :

- Mettre en œuvre une approche multidimensionnelle dans les domaines de réforme suivants afin de forger un nouveau contrat social dans la région MENA.
- Etablir des règles équitables relatives aux marchés de produits.
- Redéfinir les relations des pouvoirs publics avec les travailleurs, le secteur privé... (réglementation du marché du

travail et régimes de protection sociale).

- Renforcer la participation des femmes à l'activité économique.
- Promouvoir une plus grande contestabilité des marchés en adoptant une approche graduelle.
- Se concentrer sur les secteurs ou les marchés porteurs, les entreprises émergentes et les groupes d'intérêt qui ont moins de pouvoir, de sorte que les travailleurs et les intérêts acquis sont moins perturbés. Ceci pourrait faciliter l'apparition de nouveaux métiers qui pourraient même compléter les emplois existants, au lieu de les remplacer.
- Favoriser la transparence et la prise en compte des données probantes et leur mise en œuvre effective pour une meilleure application de la politique de la contestabilité dans tous les domaines économiques de la région MENA.

**Source :**

<https://www.worldbank.org/en/region/mena/publication/jobs-undone-reshaping-the-role-of-governments-toward-markets-and-workers-in-the-middle-east-and-north-africa#:~:text=The%20new%20report%2C%20Jobs%20Undone,market%20stagnation%20that%20continues%20to>

## ◆◆◆ ECONOMIE

► **Unlocking Sustainable private sector growth in the Middle East and North Africa : Evidence from the enterprise survey / Banque mondiale , 2022**

**Tags : Corruption | MENA | Maroc | Secteur privé | Instabilité politique |**

Selon ce rapport, 15 % des entreprises opérant au Maroc ont déclaré que les taux d'imposition et la corruption constituaient les principaux obstacles aux affaires. 14 % ont déclaré que l'administration fiscale figurait en tête de leurs préoccupations.

Dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'accès au financement, l'instabilité politique, les taux d'imposition et la corruption figurent parmi les préoccupations communes des entreprises.

En Egypte et en Jordanie, 24 % et 28 % des entreprises respectivement ont déclaré être principalement préoccupées par les taux d'imposition nationaux, selon une récente enquête de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Le rapport comprend des données sur la situation contemporaine de l'économie de la région MENA, notamment, la facilité à faire des affaires et les obstacles perçus.

Menée entre 2018 et 2020, l'enquête comprend les données de 5 800 entreprises opérant dans la région.

En ce qui concerne la performance globale des économies régionales, le rapport note que la production intérieure brute (PIB) par habitant a augmenté en moyenne de 0,3 % pour le groupe de pays comprenant le Maroc, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Cisjordanie et Gaza, en dessous de la moyenne de 1,7 % des pays à revenu moyen inférieur.

Concernant le Maroc, le rapport révèle que le pays "se compare favorablement à l'indice de référence" en termes de croissance du PIB par habitant, puisqu'il a connu une croissance de 1,7 % au cours de la période étudiée.

Le rapport met, également, en évidence un problème alarmant dans le paysage commercial de la région. Selon l'enquête, les entreprises de la région MENA "utilisent leurs relations et leurs associations commerciales pour obtenir un accès politique."

Les entreprises de la région MENA utilisent des connexions politiques directes, en incluant d'anciens responsables gouvernementaux dans la gestion des entreprises, à un taux plus élevé qu'ailleurs.

**Source :**

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/37601>

## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Towards carbon neutrality through ambitious transformation of the EU energy system/ Service de recherche du Parlement européen, 2022**

---

**Tags : Union européenne | Neutralité carbone | Energies marines | Economie bleue | Energie | Transition énergétique |**

La Commission européenne a publié son rapport annuel sur l'économie bleue de l'Union européenne afin de faire le point et de découvrir les dernières tendances et évolutions dans tous les secteurs économiques liés aux océans et aux zones côtières de cette région.

Avec près de 4,5 millions d'employés, un chiffre d'affaires de plus de 665 milliards d'euros et 184 milliards d'euros de valeur ajoutée brute, les secteurs de l'économie bleue de l'Union européenne contribuent de manière significative à l'économie de l'Union, en particulier dans les régions côtières. En outre, le rapport note que les secteurs bleus de la région sont une source de solutions et de technologies innovantes qui peuvent aider à lutter contre le changement climatique et à faire passer la transition verte à la vitesse supérieure.

Le rapport souligne également le coût élevé de l'inaction dans la lutte contre le changement climatique, car les dommages causés par l'élévation du niveau de la mer pourraient entraîner une perte directe de plus

de 200 milliards d'euros par an d'ici 2080 dans l'UE.

### **Les principales tendances pour 2019 et la pandémie de la Covid-19**

Les secteurs établis, notamment les secteurs des ressources marines vivantes et non vivantes, des énergies marines renouvelables, des activités portuaires, de la construction et de la réparation navales, du transport maritime et du tourisme côtier restent l'épine dorsale de l'économie bleue de l'Union européenne également en 2019. Par rapport à l'année précédente, ces secteurs ont connu une croissance en termes de valeur ajoutée brute (+4,5% à 184 milliards d'euros), et de bénéfices bruts (+7% à 72,9 milliards d'euros), tandis que l'emploi est resté stable à environ 4,45 millions de personnes. Grâce à une accélération des tendances de croissance de ces secteurs au cours des dix dernières années, la valeur ajoutée brute a enregistré une augmentation globale de plus de 20 % depuis 2009, tandis que les bénéfices bruts ont augmenté de 22 % et le chiffre d'affaires total de 15 %.

Parmi les secteurs établis, il convient de souligner l'évolution du secteur des ressources vivantes et du secteur des énergies marines renouvelables. Le secteur des ressources vivantes a vu ses bénéfices bruts augmenter de 41 % au cours des dix dernières années pour atteindre 7,2 milliards d'euros en 2019, ce qui en fait le secteur à la croissance la plus rapide en termes de la valeur ajoutée brute après la construction et la réparation navales. Le secteur des énergies

marines renouvelables, étant un contributeur essentiel à la réalisation des objectifs du Green Deal européen et des stratégies énergétiques de l'UE, connaît une croissance exponentielle et a vu une augmentation de 17 % de l'emploi par rapport à 2018.

Sur la base des données préliminaires de 2020, le rapport fournit également une évaluation des effets de la Covid-19 dans l'année 2020. L'analyse confirme que la Covid-19 a eu un impact significatif sur la plupart des secteurs de l'économie bleue. Cet impact a été plus que proportionnel, par rapport au reste de l'économie de l'Union européenne. Cela peut s'expliquer par la part importante du tourisme côtier dans l'économie bleue de l'Union - 44 % de la valeur ajoutée brute totale et 63 % de l'emploi - qui a été particulièrement touchée au cours de la première année de la pandémie, jusqu'à réduire de plus de moitié sa taille initiale selon les chiffres préliminaires.

### **Les secteurs émergents comme moteur de la transition vers la durabilité**

Outre les secteurs établis, le rapport souligne l'important potentiel de la croissance de l'économie bleue grâce au développement des secteurs émergents et hautement innovants, tels que la bioéconomie bleue, l'innovation technologique et la robotique bleues, et les technologies de l'énergie des océans. Bien qu'elles n'en soient généralement qu'à leurs débuts, ces technologies ont le potentiel d'offrir des solutions durables susceptibles

d'accélérer la transition nécessaire pour que l'Union européenne tienne ses engagements ambitieux en matière de durabilité.

Cette transition est nécessaire pour que les océans restent un fournisseur de services écosystémiques essentiels, tels que la biodiversité, la capture du carbone, la nourriture et les matériaux. Cependant, les écosystèmes marins subissent la pression du changement climatique et de la pollution due aux déchets plastiques, aux excès de nutriments et aux contaminants chimiques. Pour lutter contre les effets à long terme de ces pressions, l'Union européenne s'efforce de surveiller et d'anticiper les tendances sous-jacentes et d'informer les responsables politiques européens en conséquence.

### **Des prévisions stratégiques sur le rôle de l'économie bleue**

La nouveauté de cette édition 2022 du rapport sur l'économie bleue de l'Union Européenne est la réflexion sur les implications des tendances à long terme, au moyen de prévisions stratégiques.

Le rapport développe un exercice récent de modélisation de scénario qui a été réalisé pour différents scénarios d'élévation du niveau de la mer et d'inondations côtières sur l'économie de l'Union européenne. Les résultats indiquent qu'en l'absence d'action climatique, les dommages causés par l'élévation du niveau de la mer pourraient entraîner une perte directe de plus de 200 milliards

d'euros par an d'ici 2080 dans l'Union européenne, principalement en raison des dommages causés aux bâtiments dans les zones côtières.

Toutefois, en termes d'impact indirect, les dommages pour la société pourraient même atteindre 500 milliards d'euros de services dans les régions côtières, principalement en raison des dommages causés aux écosystèmes aquatiques et de l'érosion côtière. Soulignant une fois de plus la nécessité d'une action conjointe sur le changement climatique et la transition vers une économie durable, l'économie bleue joue un rôle essentiel dans cette transition.

**Source** : <https://www.europarl.europa.eu>

## ◆◆◆ POLITIQUE

### ► **Guerre en Ukraine : conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques/OCDE, 2022**

**Tags** : Crise humaine | Guerre en Ukraine | Russie | Produits alimentaires | Inflation | Energie |

D'après ce rapport, les pertes en vies humaines et la crise humanitaire liée au nombre important de personnes assiégées et déplacées sont les principales conséquences de la guerre en Ukraine. Elle est, également, lourde en termes d'aléas économiques multiples.

Bien que la Russie et l'Ukraine aient un poids relativement modeste en termes de production, elles sont de grands producteurs et exportateurs de produits alimentaires, de minerais et de

produits énergétiques essentiels. La guerre a déjà causé des chocs économiques et financiers d'une ampleur considérable, particulièrement, sur les marchés de matières premières, où les prix du pétrole, du gaz et du blé avaient augmenté de façon spectaculaire.

Les variations des prix des matières premières et les fluctuations des marchés financiers observées depuis le déclenchement de la guerre conduiraient, si elles persistent, à réduire la croissance du PIB mondial de plus de 1 point de pourcentage la première année, accompagnée d'une récession en Russie et par une hausse de l'inflation mondiale mesurée par les prix à la consommation d'environ 2½ points de pourcentage.

Le rapport indique que des mesures de soutien budgétaire judicieusement conçues et bien ciblées pourraient contribuer à réduire l'impact négatif sur la croissance, tout en réduisant l'inflation supplémentaire. Dans certains pays, il est possible de financer l'imposition de bénéfices inattendus.

Face à un nouveau choc négatif d'une durée et d'une ampleur incertaines, le rapport précise que le principal objectif des autorités monétaires devrait veiller à ce que les anticipations d'inflation demeurent maintenues. La plupart des banques centrales devraient maintenir leur cap d'avant la guerre, à l'exception des économies les plus vulnérables, où une pause pourrait s'avérer

nécessaire pour évaluer pleinement les conséquences de la crise.

Enfin, le rapport conclut par les propositions suivantes :

- De nombreux gouvernements devraient amortir, à court terme, l'impact du renchérissement de l'énergie, diversifier leurs sources d'énergie et atteindre l'efficacité énergétique dans la mesure du possible.
- Pour ce qui est des produits alimentaires, l'augmentation de la production dans les pays de l'OCDE, l'absence de réaction protectionniste et le soutien multilatéral en logistique aideraient les pays les plus touchés par les ruptures

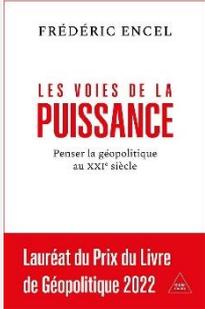
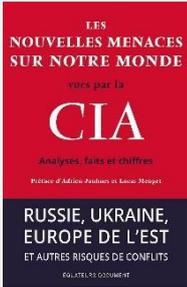
d'approvisionnement de la Russie et de l'Ukraine.

- La guerre a mis en évidence l'importance de réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie pour certaines importations essentielles. Les décideurs politiques devraient examiner la pertinence de l'organisation du marché dans l'objectif d'assurer la sécurité énergétique et mettre en place des incitations pour faciliter la transition vers une économie verte à travers des aides publiques.

**Source :** <https://www.oecd-ilibrary.org>

## ◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des derniers ouvrages, en rapport avec les questions globales et les relations internationales.

<p>ENCEL Frédéric, Les Voies de la puissance. Penser la géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle, 2022.</p> 	<p>GRAEBER David, WENGROW David, Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité, 2022.</p> 	<p>PHARO Patrick Les Data contre la liberté, 2022.</p> 
<p>2030, c'est demain ! Un programme de transformation sociale-écologique, 2022.</p> 	<p>MANGEON Anthony, L'Afrique au futur. Le renversement des mondes, 2022.</p> 	<p>Les Nouvelles Menaces sur notre monde vues par la CIA, 2022.</p> 

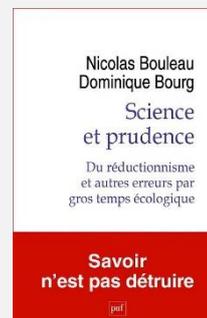
JEANNOT Gilles, COTTIN-MARX Simon, La Privatisation numérique. Déstabilisation et réinvention du service public, 2022.



PERRET Sarah, BURGESS J. Peter, Géopolitique du risque. De la possibilité du danger à l'incertitude de la menace, 2022.



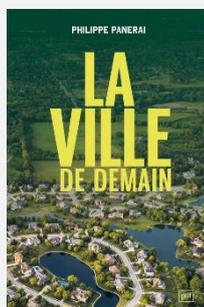
BOURG Dominique, BOULEAU Nicola, Science et prudence. Du réductionnisme et autres erreurs par gros temps écologique, 2022.



PANERAI Philippe, Le Rendez-vous manqué des peuples. De l'échec des révolutions populaires aux dérives populistes, 2022.



PANERAI Philippe, La Ville de demain, 2022.



GATES Bill, Comment éviter la prochaine pandémie, 2022.



## ◆◆◆◆◆ Index des tags:

### 2

2030, 2

2050, 2

### A

**Accord de Paris**, 2

Afrique subsaharienne, 3

**Aquaculture**, 2

### B

**Biodiversité**, 2

### C

**Chine**, 2

**Corruption**, 5

**Covid-19**, 2

**Criminalité**, 8

**Crise humaine**, 8

### E

**Economie bleue**, 2, 6

**Economie bleue** | , 8

**Emploi**, 3

**Energie**, 6

**Energies fossiles**, 2

**Energies marines**, 2, 6

**Etats-Unis**, 5

### G

**Gouvernance agile**, 2

**Gouvernance hybride**, 2

**Guerre en Ukraine**, 6, 8

### H

**Hydrogène**, 2

### I

**Inégalités**, 3

**Inflation**, 8

**insécurité**, 2

**Instabilité politique**, 5

### M

**marché du travail**, 3

**Maroc**, 5

**MENA**, 2, 3, 4, 5, 6

**Migration**, 3

**Mix énergétique**, 2

### N

**Neutralité carbone**, 6

### O

**Océan**, 2

### P

**Pauvreté**, 3

**Printemps arabe**, 3

**Produits alimentaires**, 8

### R

**Réforme de la sécurité**, 2

**Réglementation**, 2

**Russie**, 6, 8

### S

**Santé mentale**, 3

**Santé publique**, 3

**Secteur privé**, 5

**Soins de santé**, 3

### T

**Technologies émergentes**, 2

**Transition énergétique**, 6

### U

**Union européenne**, 6